

<https://www.elcorreo.eu.org/Regards-urgents-sur-l-Argentine-qui-se-dessine>

Les chercheurs Guillermo Levy, Daniel Feierstein et
Ricardo Aronskind analysent la situation politique et
sociale actuelle.

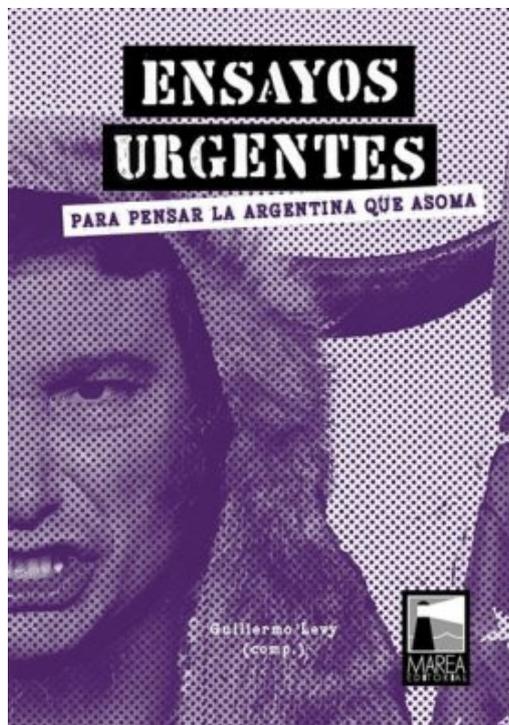
Regards urgents sur l'Argentine qui se dessine

- Livres -

Date de mise en ligne : lundi 2 octobre 2023

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le livre « *Ensayos urgentes para pensar la Argentina que asoma* » (Marea) propose de penser le présent à partir du présent lui-même. Ici, trois des auteurs offrent leur perspective après la surprise des primaires.



« Les élections primaires ouvertes, simultanées et obligatoires (PASO) du 13 août 2023 nous ont laissé le sentiment que les livres avec lesquels nous avons l'habitude d'expliquer le monde et de lire la politique avaient été brûlés. Telle est la première phrase du livre « [Ensayos urgentes para pensar la Argentina que asoma](#) » [Lire [gratuitement](#) seulement en espagnol], publié par [Marea](#). Il s'agit d'une compilation de réflexions dans laquelle une douzaine de chercheurs argentins spécialisés dans différents domaines de la vie politique et sociale apportent des perspectives hétérogènes sur un résultat électoral que très peu d'Argentins attendaient et qui, à tout le moins, a laissé une partie importante de la population dans l'expectative. Página/12 a réuni trois de ces auteurs, **Guillermo Levy** (UBA et Undav), **Daniel Feierstein** (Conicet/Untref) et **Ricardo Aronskind** (UNGS), pour passer en revue certaines de ces contributions : La « socialisation de la souffrance » à laquelle, selon Daniel Feierstein, la nouvelle droite a su répondre face à l'absence d'écoute du progressisme ; une paupérisation de la population que le gouvernement observe sans rien faire « ni affronter personne », comme prévient Ricardo Aronskind ; et une droite qui, à partir d'une « grammaire de la solution finale », rompt avec des limites qui n'avaient pas été atteintes en 40 ans de démocratie, s'inquiète Guillermo Levy, idéologue et compilateur de l'ouvrage.

« *Ensayos urgentes para pensar la Argentina que asoma* » est disponible seulement en espagnol gratuitement sur les plateformes de livres numériques. En format papier, il sera disponible dans les librairies à partir de cette semaine au prix coûtant.

Quelle est la raison d'être d'un livre intitulé « Essais urgents » ?

- **Guillermo Levy** : Il s'agit d'un livre de rupture, qui n'est pas l'œuvre d'un groupe politique ou homogène. Il est urgent dans le sens où il ne faut pas dire quelque chose deux ou trois ans après que les choses se soient

produites. Il est toujours plus difficile de parler du présent dans le présent que d'en parler un peu plus tard. Dans ce livre, Milei occupe une place centrale, mais nous parlons de l'Argentine qui nous apparaît avec les élections primaires du 13 août.

Quelles seraient les conditions éventuelles pour qu'un outsider de droite comme Javier Milei devienne le prochain président ?

- **Daniel Feierstein** : Le problème que nous rencontrons est celui de la « politique de la savonnette » : supposer que le problème est Milei et ne pas réfléchir aux conditions objectives et subjectives qui ont généré l'émergence de quelqu'un comme lui. Il ne s'agit pas de la personne qui émerge, mais des conditions qui l'ont fait émerger. Le chapitre d'Andrés Ruggeri dans ce livre propose le concept de « classe contre elle-même », en référence à une série de conditions objectives et subjectives qui ont mûri. Il y a des secteurs politiques qui, après le 13 août, restent enfermés dans leurs bulles, ne voulant pas voir ce qui se passe en termes de liens sociaux, de structure économique et de formes de subjectivation.

Dans quelle mesure les expressions politiques de droite parviennent-elles, plus que le progressisme, à faire preuve d'empathie et à capitaliser sur la composante émotionnelle des identités politiques ?

- **DF** : Je pense qu'il y a deux situations. L'une est l'incapacité du progressisme à écouter et l'autre est sa transformation en une force de plus en plus conservatrice. Lucas Arrimada l'évoque dans son chapitre lorsqu'il parle « d'hypocrisie insensible » pour désigner un discours qui ne s'accompagne pas d'une pratique, ce qui génère beaucoup d'indignation et ouvre la porte aux cyniques qui surfent sur l'indignation générée par cette hypocrisie. Que se passe-t-il avec un progressisme qui a renoncé à lutter pour certaines conquêtes, qui devient conservateur et se propose de défendre les conquêtes passées ?
- **GL** : Il y a une guerre idéologique contre les avantages et les revendications obtenus pendant la décennie kirchneriste, qui sont fondamentalement pour les secteurs populaires, mais qui ne sont pas nécessairement perçus comme tels. En même temps, il y a des ruptures sociales qui n'ont pas été perçues par les politiques. Il y a un certain nombre de choses qui doivent être mises sur la table et nuancées, y compris avec le discours sur la sécurité.

A quoi faites-vous référence ponctuellement ?

- **GL** : Pour une grande partie du progressisme, l'insécurité est un problème de droite et nous n'avons rien à dire. Et c'est un problème qui a un impact direct sur les secteurs populaires. En même temps, la droite prêche pour limiter beaucoup de choses qui ont été faites par le progressisme, comme la création d'un ministère de la sécurité et sa séparation du ministère de la défense, la mise en place d'un leadership civil dans les forces armées, la création d'écoles de formation de la police dans une perspective différente.

La sécurité des citoyens, telle qu'elle est définie aujourd'hui, apparaît comme une question dont la

droite peut légitimement parler, alors que pour le progressisme, c'est une question difficile à aborder. Comment relancer la discussion sur cette préoccupation ?

- **GL** : En 2010, le ministère de la sécurité a été créé et il s'agissait d'un saut qualitatif, même si cela ne les met pas nécessairement à l'abri d'autres échecs ou du fait que cela ne soit pas visible. En même temps, la droite progresse dans des endroits dangereux. Avec ce que représente Victoria Villarruel, la candidate de Milei à la vice-présidence, il y a un certain nombre de dangers. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes ne se sentent pas interpellés par la question de la dictature et de la défense de la démocratie. Il est également inquiétant que Patricia Bullrich utilise la grammaire de la solution finale pour parler du kirchnérisme : « nous allons en finir avec le kirchnérisme maintenant et pour toujours ». La question éliminatoire d'un groupe politique est un saut qualitatif, car elle fait appel à un inconscient collectif avec une grammaire de la solution finale. Que se permet-on dans ces élections ? Milei franchit beaucoup de limites qui n'avaient pas été atteintes en démocratie. Les Radicaux alphonsinistes, qui gagnent aujourd'hui des postes de gouverneurs comme ils n'en avaient jamais gagné, même en 1983, n'ont-ils rien à dire ?
- **RA** : Après 40 ans de démocratie, nous avons un problème non résolu concernant l'autorité. J'enseigne dans les banlieues et je reçois des centaines de cas de personnes qui ont des problèmes pour se déplacer, qui se font voler à l'école... La vie quotidienne est insupportable dans certaines parties des banlieues. Je m'étonne que le soi-disant « progressisme » n'ait pas pris cela comme une revendication populaire.

Qu'est-ce que le progressisme n'a pas réussi à résoudre dans ce domaine ?

- **DF** : Il y a un problème plus général qui va au-delà de l'insécurité, c'est l'incapacité de fixer une limite comme réaction anti-autoritaire à la dictature. Affirmer l'autorité en termes de sécurité, d'éducation, de santé, d'urbanisme, de fiscalité. Il y a un problème plus profond qui nous conduit au libertarianisme. Quand il n'y a pas de loi, il y a le principe de réalité. En d'autres termes, c'est la réalité qui fixe la limite de la manière la plus cruelle qui soit. Cette question spécifique est complexe. Nous disons non au punitivisme mais, en même temps, nous devons assumer que, depuis la fin de la dictature, il y a eu une augmentation soutenue de la criminalité de droit commun. Il y a un changement dans la situation des couches populaires par rapport à l'insécurité. Il faut explorer des sanctions réparatrices contre la criminalité de droit commun, des mesures préventives d'une autre nature. Bref, il faut perdre la peur de cette question.

Dans son chapitre, Ricardo mentionne la « cherté de la vie » comme l'un des problèmes économiques les plus immédiats de la population actuellement. Comment définissez-vous la situation actuelle en termes économiques ?

- **Ricardo Aronskind** : Ce gouvernement n'a pas été progressiste en matière de répartition des revenus ; il a assisté pendant trois ans et demi à la montée en flèche des prix et n'a affronté personne. Aujourd'hui, 60 % des travailleurs gagnent moins de 130 000 pesos. Si c'est cela le progressisme, le progressisme est fini ; il est absolument impuissant. Ce fut un gouvernement conservateur qui n'a rien fait pour défendre les salaires réels et qui a laissé les choses aller aussi loin.

Si le prochain gouvernement n'est pas dirigé par un parti de droite, quelles sont les chances d'une indépendance effective par rapport aux pressions des entreprises ?

- **RA** : C'est très difficile à dire, étant donné que Sergio Massa a annoncé la formation d'un gouvernement d'unité nationale s'il gagne. Cette unité se ferait avec le radicalisme, le péronisme de Mendoza, des secteurs de PRO : un gouvernement de centre-droit. Je dois dire que, lorsqu'il était ministre de l'économie, M. Massa a mis en évidence de nombreux crimes économiques commis par des entreprises. Ils ont été dénoncés pendant cette période, mais je ne sais pas ce qui a été fait par la suite. Mais si l'on continue à ne rien faire, le prochain gouvernement est lui aussi perdu. Même s'il s'agit d'un gouvernement pro-capitaliste, il doit mettre de l'ordre en Argentine. Pas l'ordre de Patricia Bullrich contre les piquets de grève et les enseignants. Un ordre qui consiste à dire aux hommes d'affaires de faire ce qu'ils ont à faire : **INVESTIR**.
- **GL** : La demande majoritaire est que le salaire n'est pas suffisant, qu'il n'est pas possible de louer, qu'un jeune regarde devant lui et n'a aucune perspective. Le mérite de Milei est peut-être d'avoir su articuler toutes ces demandes. Le jeune qui joue avec des bitcoins et celui qui travaille pour Rappi n'ont pas la même vision de la société, ni un destin social commun, mais ils sont animés de la même ferveur et orientés vers le même vote. Il est vrai qu'un grand nombre de jeunes ont l'utopie d'une Argentine individualiste, compétitive, avec des dollars et de la consommation, où l'on ne doit pas payer l'État ni les impôts. Il y a une bataille culturelle dans laquelle nous sommes très en retard, mais nous devons la mener. Je pense que si l'inflation est jugulée sans tomber dans le scénario néolibéral, si les revenus sont rétablis et si l'Argentine se développe avec une variante plus distributive, cela donnerait du poids à d'autres programmes moins réactionnaires.

Quel rapport trouvez-vous entre cette forme d'utopie à laquelle Guillermo fait référence et l'approche de Daniel sur la « socialisation de la souffrance » ?

- **DF** : Lors d'une récente conférence, Álvaro García Linera, ancien vice-président de la Bolivie, a déclaré que la seule façon d'affronter la nouvelle droite est que la gauche fasse preuve d'audace. Au lieu de socialiser la souffrance, nous devons proposer la résolution de cette souffrance. D'autre part, je crois que le progressisme s'adresse à la société de 2002, sans tenir compte de ces vingt années où les conditions objectives et subjectives ont changé et sont différentes. Les nouvelles souffrances qui apparaissent dans cette société ne peuvent pas être entendues. Ainsi, la socialisation de la souffrance apparaît comme la réponse de la nouvelle droite à l'impuissance produite par le manque d'écoute. Il y a une grande incapacité à comprendre la dynamique de la réalité, il n'est plus possible de parler à la société comme on lui parlait il y a vingt ans. Quand Axel Kicillof dit « *il faut arrêter de chanter la chanson que nous connaissons tous* », non seulement les dirigeants de son propre parti l'ont contredit, mais ces dirigeants continuent de chanter la chanson que nous connaissons tous.

Dans les conditions économiques actuelles, est-il possible de combler l'écart entre les recettes et les dépenses, au-delà de la lutte contre l'inflation comme objectif exclusif ?

- **RA** : Le meilleur gouvernement possible va essayer de s'assurer que la répartition des revenus ne s'aggrave pas. Si Massa gagne, je pense que la première chose qu'il devrait faire est de geler les prix, ce qui soulagera grandement le gouvernement et lui donnera un coup de pouce. Je ne m'attends pas à un *choc* distributif à court terme et je ne dis pas non plus qu'un gouvernement distributionniste est en train d'arriver. Mais si Massa gagne,

nous devons exiger qu'il arrête la détérioration et qu'il s'occupe des secteurs qui ont été laissés très bas.

- **GL** : Dans le livre, Andrés Ruggeri parle de l'impossibilité de voir ce que représente le marché du travail non formel. On ne peut pas continuer à dire qu'avec la formation, ce secteur sera intégré dans le circuit privé du travail. Il y a des gens qui ne seront jamais intégrés dans le circuit formel et il faut trouver une réponse à cela, qui peut relever de l'économie solidaire ou d'une autre politique. En ce qui concerne le logement, il faut promouvoir une politique audacieuse qui impose une ligne de crédit au système financier pour 20 ou 30 ans à des taux négatifs. Un jeune de 20 ou 25 ans, issu de la classe moyenne inférieure ou de la classe moyenne, a une attente dévastatrice. La droite capitalise là-dessus et nous inculque l'idée que nous vivons dans un pays de merde. Quant au progressisme, il le regarde à la télévision. La dernière politique de crédit importante en termes de logement a été celle de Macri, une politique très compliquée en termes d'indexation mais qui a permis à de nombreuses personnes d'accéder au logement.

Le vote pour Milei a été très hétérogène. Est-il possible de récupérer ces électeurs du progressisme ? Avec quelle utopie ?

- **GL** : Dans son chapitre, Franco Sasso Videla propose des lectures électorales du vote Milei. À Santa Fe, le vote Milei provient principalement de Juntos por el Cambio, mais à Tucumán et Formosa, c'est un vote qui sort du péronisme. S'agit-il des mêmes personnes ? Peut-être qu'ils n'ont rien à voir les uns avec les autres, peut-être qu'ils ont d'autres agendas, d'autres préoccupations, d'autres angoisses. Certains sont différents et d'autres se ressemblent. Je vois la fragilité de Milei, mais pas parce qu'il n'a pas de députés, mais parce que je ne vois pas de secteur social organisé qui puisse soutenir un projet comme celui qu'il propose.
- **RA** : Je trouve très inquiétante l'idée de beaucoup d'électeurs de Milei que tout va aller à vau-l'eau. Ils pensent qu'ils sont déjà dans la merde et que les autres vont tomber aussi, mais qu'ils ne seront pas concernés. Je vois une grande déconnexion, car si tout part en vrille, ils peuvent aussi être entraînés dans le maelström de la violence.
- **DF** : Je ne suis pas d'accord avec Ricardo sur ce point. L'électeur de Milei qui veut que tout aille à vau-l'eau, qui vient de la partie la plus souffrante du vote péroniste, a une raison d'être. Cet électeur ne peut pas aller beaucoup plus loin qu'il ne l'est aujourd'hui, d'où la socialisation de la souffrance d'un secteur qui a déjà été exclu de tout. Socialiser la souffrance, c'est dire : « puisque je suis exclu de tout et que personne ne m'offre l'espoir d'une intégration, le but est d'exclure tout le monde ». Le *bitcoinier* du capital qui vote pour Milei ne veut pas que tout aille à vau-l'eau, il croit vraiment à l'ordre économique que Milei va imposer.
- **RA** : Je ne vois pas l'intérêt. Si vous vivez dans une *tapera* -maison précaire- et que le reste de la ville brûle, vous serez brûlé à l'intérieur de votre *tapera*. Ce n'est pas que les autres se fassent avoir et que celui qui vit dans sa *tapera* ne se fasse pas avoir ; il va se faire avoir lui aussi.
- **DF** : Voilà ce qui se passe, Ricardo. Quand tout brûle, celui qui est dans le bidonville prend les choses qui restent du feu.
- **GL** : Je crois que la majorité de ceux qui reviennent à la casse ne sont pas des électeurs de Milei. Je comprends le sentiment d'avoir tout perdu et d'avoir vécu une très mauvaise période pendant longtemps. Mais ce n'est pas non plus que tout a été perdu, l'Argentine n'est pas Haïti. Ce secteur qui est en colère pour diverses raisons a aussi reçu des vaccins gratuits, a une cantine, et a toujours accès aux soins de santé publique, même avec tous les problèmes qui existent aujourd'hui. Il n'est pas vrai que l'État a abandonné tout le monde. Je pense que les secteurs moyens inférieurs sont ceux qui se sentent le plus mal.

- **DF** : La question est de savoir comment s'imbriquent l'objectif et le subjectif. Dans une enquête que nous avons menée à Benavidez, 70% de la population a déclaré ne pas avoir reçu d'aide de l'État pendant la pandémie, mais 70% a déclaré avoir reçu le *revenu familiar d'urgence* (IFE) et avoir été vaccinée. Les politiques publiques peuvent être considérées comme des aides d'État en fonction de leur mise en œuvre, de leur présentation et de leur interprétation.

Natalia Aruguete* pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, 2 octobre 2023

*Natalia Aruguete, journaliste avec une Maitrise en Sciences de la Communication.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la Diáspora. Paris, le 2 octobre 2023.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org